

On vous mesure. Cette mesure sert à piloter l'activité. Cette mesure sert à vous définir.

Non au Livret numérique de compétences

En ce 17 février 2012, nous bloquons l'Inspection Académique du Tarn pour marquer notre refus de ce que met en œuvre cette institution, notamment du Livret Personnel de Compétences (LPC). Ce nouveau projet bureaucratique n'en est pour l'instant qu'au stade « expérimental » mais il sera obligatoire à la prochaine rentrée.

Le LPC est une liste d'items représentant des « compétences » dont l'enseignant doit vérifier l'acquisition par les élèves. C'est l'un des grands chantiers de la technocratie européenne, qui souhaite « harmoniser » les divers systèmes éducatifs, c'est-à-dire les uniformiser d'après un même modèle pour pouvoir en mesurer les « performances » respectives et en assurer le « pilotage ».

Ce modèle est « l'approche par compétences », notion fourre-tout où l'on retrouve aussi bien des connaissances que des comportements (« s'affirmer de manière constructive ») ou des injonctions au respect de l'État (« savoir reconnaître et respecter les symboles de la Nation ») et de la Science (« respect de la vérité rationnellement établie »). La tâche de l'enseignant sera désormais d'inculquer ces comportements et de contrôler, par le livret, que l'enfant est bien conforme aux « référentiels de compétences » qui y sont définis. D'ailleurs, qui les a définis et dans quel but ?

Les compétences ont été fixées par décret du Ministère de l'éducation nationale d'après les « compétences-clés » définies par l'OCDE et la Commission européenne, qui voulaient assurer ainsi « la capacité d'adaptation, la flexibilité et la mobilité des futurs travailleurs. » Le projet est clair : mettre l'école au service de l'entreprise en alignant les « grilles d'évaluation » scolaire sur les « référentiels de compétences » qu'emploient les services de ressources humaines.

Pour eux, l'école n'est pas un lieu où l'enfant se construit petit à petit des connaissances, où il développe sa pensée, mais un lieu où l'on entraîne les « futurs travailleurs » à adopter les comportements attendus des entreprises, un lieu où ils deviendront « employables ».

Pour nous, le métier de l'enseignant consiste à inventer au jour le jour, en fonction des enfants qu'il a face à lui, des trucs pour lui permettre d'apprendre. Nous ne voulons pas que cette activité soit réduite à appliquer des « référentiels » élaborés par des experts loin de la classe et à remplir un livret le détournant de sa mission pédagogique.

Sous forme papier, le livret de compétences est déjà en vigueur. Mais jusqu'ici, il était difficile pour le Ministère de vérifier son remplissage par les enseignants. Cela deviendra possible avec l'« application numérique » qu'on expérimente dans notre région. Cette informatisation induit aussi d'autres changements : elle fait du LPC un *fichier centralisé et nominatif* – comme le fichier Base-Elèves – et il pourra être interconnecté avec les autres fichiers de l'Éducation Nationale. Contrairement à ce que suggère son nom, ce « livret personnel » n'appartiendra pas aux personnes mais à l'Etat, qui disposera ainsi d'un moyen de reconstruire le parcours de chacun : il y sera stipulé, à chaque « palier » de la scolarité (CE1, CM2, BEPC), toute une série d'informations sur l'enfant, relatives à ses connaissances, ses comportements, sa docilité, etc.

Nous ne voulons pas d'une société où toutes les activités sont pilotées, standardisées, contrôlées. Nous ne voulons pas collaborer à la traçabilité intégrale de toutes et de tous, *tout au long de la vie*. Voilà pourquoi nous nous joignons aux éleveurs qui refusent le puçage électronique de leurs bêtes, autre mesure bureaucratique témoignant du délire gestionnaire qui règne ces temps-ci.

Journée de mobilisation contre les contrôles dans le travail et contre les administrations qui mettent en œuvre l'identification électronique des êtres vivants.

Aujourd'hui 17 Février, dans plusieurs villes de France, des actions et des réunions publiques ont lieu en solidarité avec les éleveurs qui refusent le puçage électronique de leurs bêtes : à Quimper (débat sur les puces RFID), à Digne (perturbation d'une administration agricole), à Foix (rassemblement et discussions contre les contrôles), à Toulouse...

Dans le Tarn comme ailleurs, les éleveurs qui refusent de poser des puces RFID à l'oreille de leurs animaux prennent le risque de se voir couper les subventions qui leur assurent un revenu minimum (rappelons que dans un pays développé comme la France, aujourd'hui le prix de l'alimentation est tellement bas que les agriculteurs peuvent rarement se passer de la béquille des subventions publiques pour compléter leur revenu).

Les fonctionnaires de la DDT (Direction Départementale du Territoire) et de la DDCSPP (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations) exercent un contrôle permanent sur nos activités. Ce sont eux qui sont chargés de vérifier que l'on identifie nos bêtes avec des puces électroniques. Si ce n'est pas le cas, ils feront en sorte que nos subventions soient supprimées.

Ces administrations sont de simples courroies de transmission des bureaucraties de l'État et de Bruxelles. Leur raison d'exister est d'organiser, de gérer au quotidien l'industrialisation de l'agriculture.

C'est parce que nous sommes hostiles à cette industrialisation que nous occupons leurs locaux, nous ne sommes pas venus pour discuter, quémander ou cogérer.

Nous cherchons plutôt à nous organiser pour résister collectivement à leurs injonctions.

Bien que l'industrialisation de l'agriculture soit poussée si loin, nous avons encore des raisons de nous opposer à des mesures comme le puçage qui font franchir un seuil inacceptable. Nous ne voulons pas devenir des producteurs de viande. Nous vivons avec les bêtes. Leur compagnie nous est indispensable. Nous travaillons avec elles et pour elles. Elles nous reconnaissent, nous font confiance. Elles s'attachent à nous autant que nous à elles. Ce ne sont ni des choses, ni des machines à produire. L'élevage s'exprime avec des gestes de tous les jours échangés entre les bêtes et nous. Cela ne nous suffit pas qu'elles aient à manger et à boire, on recherche en plus une relation avec elles, quitte à se compliquer la vie, se torturer l'esprit quand il faut les soigner, les vendre ou les tuer. Ces gestes, ces habitudes, ces états d'âme, nous les préservons autant que possible de la modélisation et de la folie gestionnaire. Nous avons beaucoup de pouvoir sur la vie des bêtes mais nous refusons de les plier constamment à notre volonté. Et surtout nous ne délèguons jamais ce pouvoir à une mécanique administrative et scientifique qui réduira les bêtes au rang de minerai et nous-mêmes au rang de simples exécutants.

D'autres personnes ou collectifs sont aussi dépossédés : dans l'enseignement, dans le social, dans la santé, par exemple. Nos réflexions et valeurs communes permettent de mener conjointement nos oppositions à l'industrialisation et à la bureaucratisation.

Des opposants à la bureaucratisation du Monde